

Suivi de l'impact socio-économique du COVID-19 sur les ménages tunisiens

**Résultats de la 2^{ème} vague
(15 mai 2020 – 21 mai 2020)**

Table des matières

Résumé.....	3
A retenir	5
1. Connaissances des mesures préventives et comportements sociaux.....	6
2. Accès à la santé	6
3. Accès aux biens et services de base	7
4. Comportement et santé mentale.....	8
5. Enseignement des enfants	9
6. Perception des ménages	11
7. Activité économique	12
Travail salarié	12
Unités de production familiales	14
8. Situation financière des ménages	14

Résumé

L'Institut National de la Statistique, en collaboration avec la Banque Mondiale, a lancé une enquête pour étudier et suivre l'impact du COVID-19 sur le quotidien des tunisiens. Suite à la première vague qui a été menée du 29 avril au 8 mai 2020, une deuxième vague a été administrée par téléphone du 15 au 21 mai 2020, auprès du même panel de ménages.

Les principaux thèmes abordés par cette deuxième vague sont : les connaissances et comportements sociaux des tunisiens en lien avec le COVID-19, l'accès aux biens et services, la santé mentale, l'enseignement des enfants, la situation financière des ménages et l'activité économique. La période de référence couvre le début du (dé)confinement ciblé.

En sortie de confinement, la majorité des personnes interrogées semblait avoir adopté des mesures préventives au quotidien contre le COVID-19. Cependant quelques changements de comportement pouvaient être relevés par rapport à la période de confinement total. En effet, les personnes interrogées étaient moins réticentes à rencontrer d'autres personnes puisque seulement 50% des répondants évitaient les rassemblements contre 72% lors du premier passage de l'enquête. Par contre l'utilisation de masques/bavettes était en hausse (64% contre 49% auparavant).

L'économie a en partie réussi à répondre aux défis liés aux pénuries alimentaires du début du confinement. Ainsi moins de 40% des personnes interrogées déclaraient avoir des difficultés à acheter de la farine et de la semoule contre 65% lors du confinement total.

Concernant les impacts du confinement sur la santé mentale, 41% des enquêtés déclarent avoir souffert de plus d'insomnie que d'habitude, 32% de plus de tristesse, 24% d'un plus grand manque de concentration, 13% de plus de violences domestiques et seulement 3% déclarent être plus épanouis en étant confinés. La santé physique, la sécurité personnelle et le soutien de la famille et des amis sont les domaines où la satisfaction est la plus élevée avec au moins plus de la moitié des enquêtés se déclarant satisfait ou totalement satisfait.

Sur le plan éducatif, la continuité des activités scolaires semble avoir été faible pour les élèves et étudiants. En effet, parmi les ménages ayant des enfants, 61% déclarent que leurs enfants n'ont participé à aucune activité d'apprentissage au cours de la semaine précédant l'interview. Pour ceux ayant entrepris une activité scolaire, faire les devoirs, regarder des programmes éducatifs à la télévision et l'utilisation de plateformes numériques d'apprentissage sont les activités les plus citées. Seulement 26% des ménages déclarent que leur

enfant ou un membre du foyer a eu un contact avec le corps enseignant au cours de la semaine précédant l'interview. Cependant, cette proportion varie considérablement de 12% pour le quintile le plus pauvre à 53% pour le plus aisé.

En sortie du confinement total, le marché du travail continuait à être sensiblement affecté, bien qu'une partie significative des travailleurs avaient repris une activité professionnelle. Ainsi, 41% des personnes interrogées lors du deuxième passage de l'enquête et qui étaient occupées avant le confinement ne travaillaient pas encore, soit 26 point de pourcentage en moins par rapport à la période du confinement total. Parmi les 41% se déclarant en arrêt de travail, plus de 80% citent des raisons directement ou indirectement liées au COVID-19. Les unités de production familiales continuaient à être très impactées par la crise. Plus de la moitié de celles-ci souffraient soit d'une baisse soit d'un arrêt de leur revenu au cours des deux semaines précédant l'interview. La plupart d'entre elles (environ 90%), ont été affectées par la crise soit directement (fermeture de l'entreprise) soit indirectement (pas de clients, transport de marchandises, matières premières).

S'agissant de la situation financière des ménages, celle-ci ne s'est pas améliorée ou s'est détériorée pour la quasi-totalité d'entre eux. Déjà avant la crise, environ un quart des 40% les plus pauvres avaient régulièrement recours à l'endettement pour boucler les fins de mois. En sortie du confinement total, plus de la moitié des 40% les plus pauvres déclaraient ne plus être en mesure de couvrir leurs charges fixes. Parmi ceux qui n'arrivaient plus à assurer ces dépenses essentielles, 95% déclaraient ne pas pouvoir payer leurs factures, 37% déclaraient ne pas être capable de rembourser leurs dettes ou crédits alors que seuls 10% n'auraient pas été en mesure de payer leur loyer.

Les indicateurs de solvabilité se sont dégradés pour l'ensemble des ménages. Ainsi, seuls 44% d'entre eux se déclaraient capables de mobiliser en urgence une somme de 200 dinars pour couvrir une dépense nécessaire et imprévue. Ce taux baisse à 27% si la somme requise est de 500 dinars et à seulement 15% si le montant atteint les 1000 dinars.

Le format de l'enquête est prévu pour intégrer graduellement les principaux thèmes de préoccupation des ménages avant, pendant et après le déconfinement de l'activité. Ainsi la troisième vague (qui a déjà été administrée) incorpore des questions sur l'appréciation par les ménages des mesures prises lors du confinement ciblé et leur perception de l'évolution future de la crise.

A retenir

- **Avec le (dé)confinement ciblé, il y a moins de réticences à éviter les rassemblements** : 50% des répondants évitaient les rassemblements contre 72% lors du premier passage de l'enquête
- **L'accès à l'assistance médicale s'est amélioré** : 19% des répondants qui avaient eu besoin d'une assistance médicale n'ont pas pu y accéder, contre 37% auparavant
- **Lente reprise de l'activité dans certains secteurs** : 41% des personnes interrogées qui travaillaient avant le confinement, n'avaient toujours pas repris une activité professionnelle.
- **Les salariés du secteur tertiaire privé sont parmi les plus touchés par la crise du coronavirus** : 73% des salariés se déclarant en arrêt de travail dans le secteur des services ne perçoivent aucune rémunération.
- **La solvabilité des ménages se dégrade** : 57% d'entre eux considèrent que leur situation financière s'est détériorée depuis le confinement, près du tiers n'ont pas été en mesure de couvrir leurs charges fixes et 56% déclarent ne pas pouvoir mobiliser en urgence une somme de 200 dinars pour une dépense imprévue.
- **Le confinement a engendré des effets sur la santé mentale** : 41% des enquêtés déclarent avoir souffert de plus d'insomnie que d'habitude, 32% de plus de tristesse, 24% d'un plus grand manque de concentration et 13% de plus de violences domestiques.
- **La majorité des élèves et étudiants n'étaient pas en mesure d'assurer la continuité de leur activité d'apprentissage** : En sortie de confinement, seulement 39% des enfants scolarisés avaient pu participer à une activité d'apprentissage. L'éducation n'échappe pas au constat de creusement des inégalités engendré par la crise. En effet, la proportion d'élèves ayant eu un contact avec le corps enseignant est cinq fois plus élevée pour les ménages riches que pour ceux les plus pauvres.

1. Connaissances des mesures préventives et comportements sociaux

En sortie de confinement, la majorité des personnes interrogées semblait avoir adopté des mesures préventives au quotidien contre le COVID-19. Cependant quelques changements de comportement pouvaient être relevés par rapport à la période de confinement total. En effet, les personnes interrogées étaient moins réticentes à rencontrer d'autres personnes puisque seulement 50% des répondants évitaient les rassemblements contre 72% lors du premier passage de l'enquête. Par contre l'utilisation de masques/bavettes était en hausse (64% contre 49% auparavant).

Figure 1. Comportement et mesures préventives pendant les deux semaines précédant l'interview

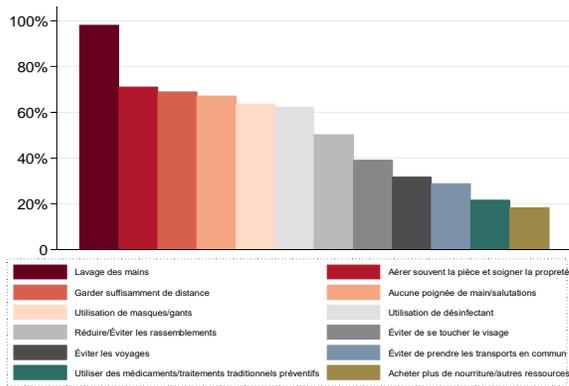
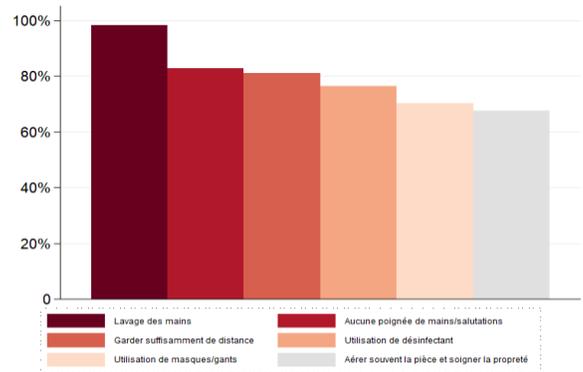


Figure 2. Comportement et mesures préventives lors du confinement total



2. Accès à la santé

L'accès à l'assistance médicale s'est amélioré. En effet, seulement 19% des répondants qui avaient eu besoin d'une assistance médicale n'ont pas pu y accéder, contre 37% auparavant. La plupart de ceux qui n'ont pas eu accès à l'assistance médicale citent la difficulté à trouver du personnel médical disponible comme principale raison.

Figure 3. Pourcentage de personnes ayant eu besoin d'assistance médicale et qui ont pu consulter un médecin

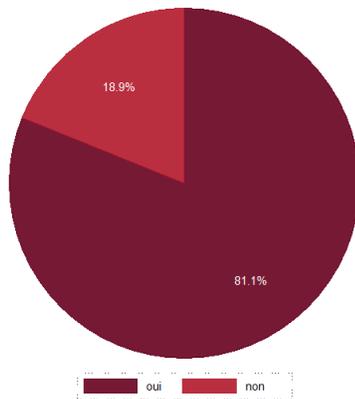
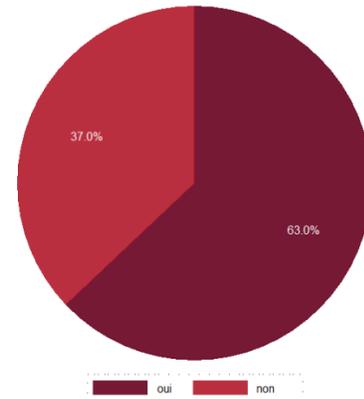


Figure 4. Pourcentage de personnes ayant eu besoin d'assistance médicale et qui ont pu consulter un médecin lors du confinement total



3. Accès aux biens et services de base

L'économie a en partie réussi à répondre aux défis liés aux pénuries alimentaires du début du confinement. Ainsi moins de 40% des personnes interrogées déclaraient avoir des difficultés à acheter de la farine et de la semoule contre 65% lors du confinement total. Cependant l'effet n'est pas égal selon les quintiles de consommation : le problème de pénurie a presque diminué de moitié pour les quintiles représentant les 40% supérieurs de la distribution de la consommation mais n'a diminué que d'environ 20% pour les quintiles représentant les 40% les plus pauvres.

L'huile végétale subventionnée est un autre produit que près de 40% des personnes interrogées déclaraient ne pas trouver. La pénurie de ce bien affecte là encore les personnes appartenant aux quintiles de consommation les plus bas.

Figure 5. Pourcentage de population n'ayant pas pu acheter l'un de ces produits en raison d'une rupture de stock la semaine précédant l'interview

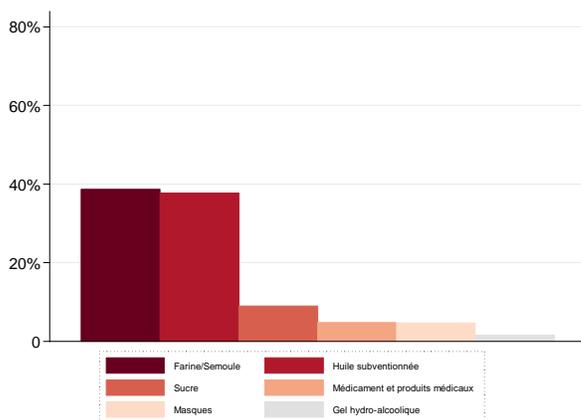


Figure 6. Pourcentage de population n'ayant pas pu acheter l'un de ces produits en raison d'une rupture de stock lors du confinement total

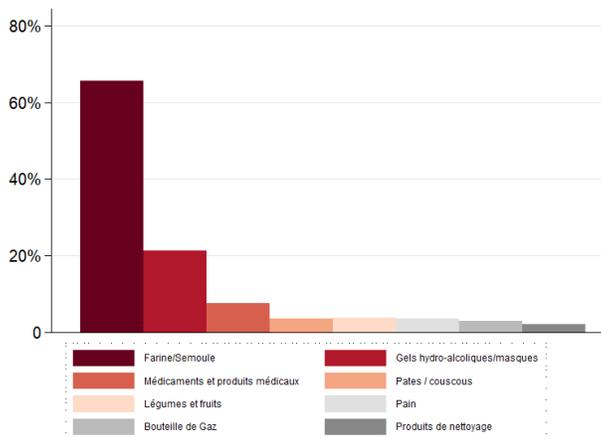


Figure 7. Pourcentage de population qui n'a pas pu acheter l'un de ces produits en raison d'une rupture de stock la semaine précédant l'interview : par quintile de niveau de vie selon la consommation

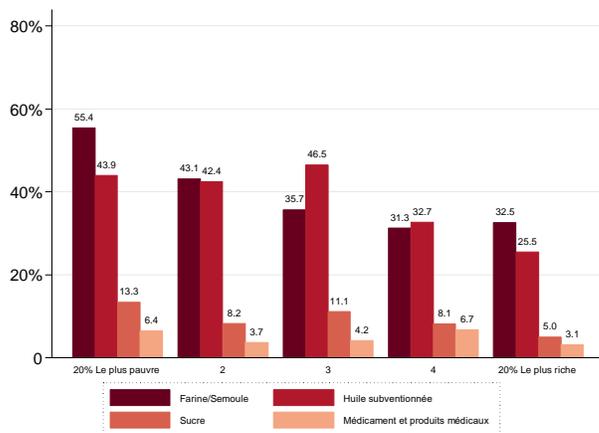
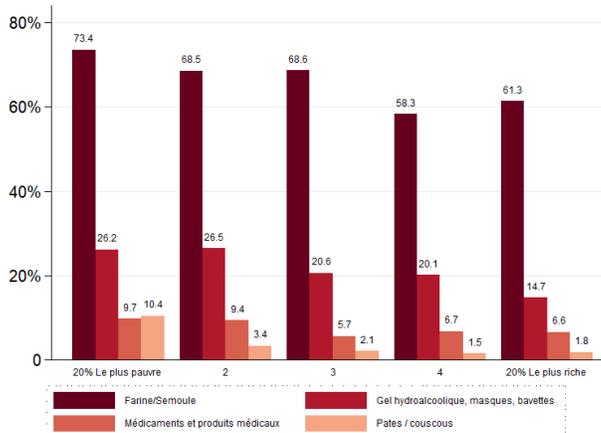


Figure 8. Pourcentage de population qui n'a pas pu acheter l'un de ces produits en raison d'une rupture de stock lors du confinement total : par quintile de niveau de vie selon la consommation



4. Comportement et santé mentale

Presque la moitié des ménages ont quitté leur domicile quotidiennement pendant le confinement, plus d'un tiers sont sorti ponctuellement. La proportion de ménages n'étant jamais sorti ou de façon hebdomadaire représente une minorité de la population avec respectivement 10% et 11%. 62% déclarent avoir rencontré des amis ou des proches.

Figure 9. Fréquence des sorties pendant le confinement

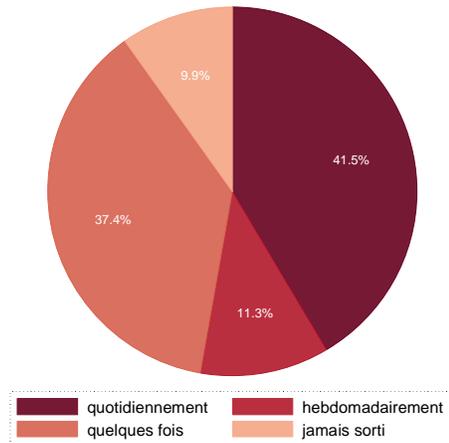
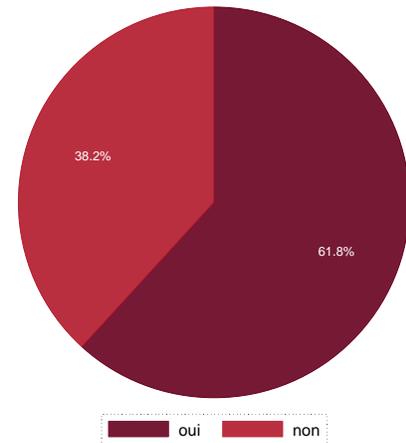


Figure 10. Rencontre avec proches et amis



La santé physique, la sécurité personnelle et le soutien de la famille et des amis sont les domaines où la satisfaction est la plus élevée avec au moins plus de la moitié des enquêtés se déclarant satisfaits ou totalement satisfaits. En moyenne, pendant le confinement, les ménages déclarent dormir 7,4 heures par jour, regarder la télévision 3,4 heures par jour et allouent deux heures au travail ou à la scolarité. Ils passent une heure ou plus sur les réseaux sociaux ou en contact avec des proches. Le sport et la lecture ne représentent qu'une petite portion de la journée avec moins de 20 minutes en moyenne allouée à chacune de ces activités.

Figure 11. Satisfaction moyenne sur une échelle de 1 à 4

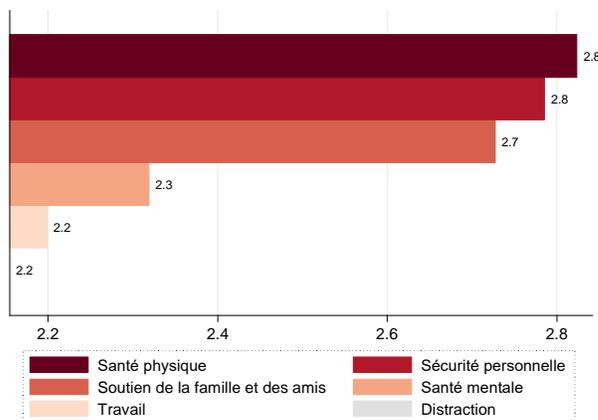
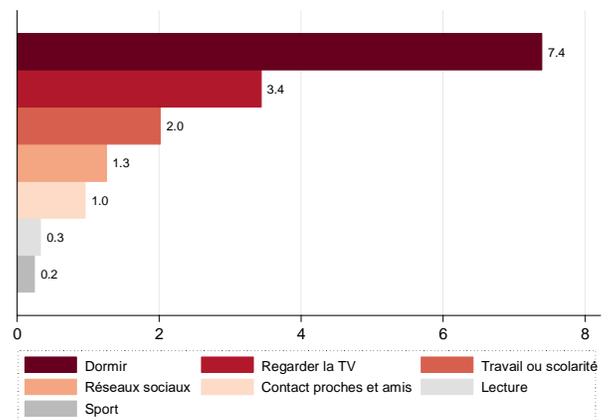


Figure 12. Heures moyennes allouées à chacune des activités suivantes



Parmi les impacts sur la santé pendant le confinement, l'insomnie aurait affecté le plus les répondants quels que soient les quintiles. En effet, 41% des enquêtés déclarent avoir souffert de plus d'insomnie que d'habitude. 32% de plus de tristesse, 24% d'un plus grand manque de concentration, 13% de plus de violences domestiques et 3% de plus de bien-être. Les 20% les plus riches déclarent avoir ressenti un impact moins élevé sur toutes les catégories précitées que les 20% les plus pauvres.

43% des ménages déclarent que le confinement a eu un impact sur le comportement de leurs enfants. 34% déclarent avoir observé un niveau d'insomnie de leurs enfants supérieur à d'habitude, 33% davantage de violences, 29% un manque de concentration supérieur, 18% plus de tristesse et 9% davantage de bien-être. Ce sont les 20% les plus riches qui observent le plus de changement de comportement et notamment de surcroît de violence chez leurs enfants

Figure 13. Impact du confinement sur la santé mentale par quintile

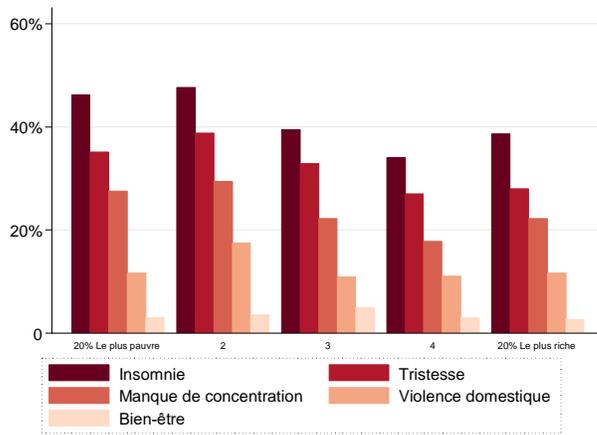
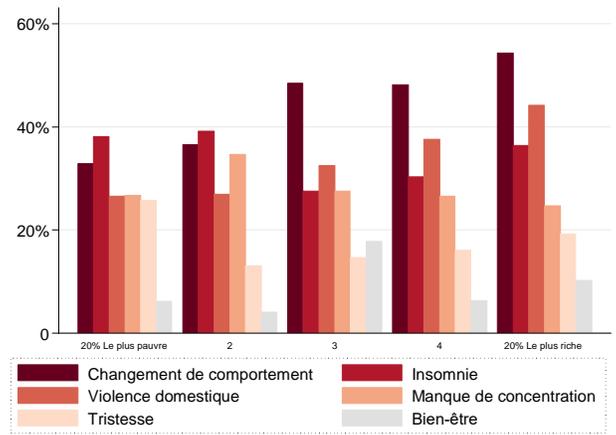


Figure 14. Effet du confinement sur le comportement des enfants par quintile



5. Enseignement des enfants

Parmi les ménages ayant des enfants, 61% déclarent que leurs enfants n'ont participé à aucune activité d'apprentissage au cours de la semaine passée. Pour les 40% ayant eu une activité d'apprentissage, le type d'activité était à 48% les devoirs, à 40% le fait de regarder des programmes éducatifs à la télévision et pour 37% l'utilisation de plateformes numériques d'apprentissage.

Figure 15. Participation à des activités d'apprentissage au cours de la semaine passée

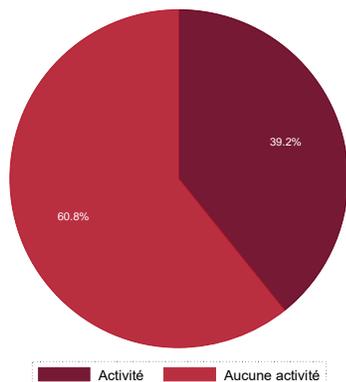
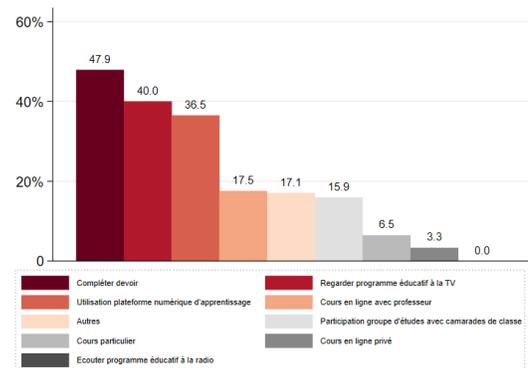


Figure 16. Types d'activités



Seulement 26% des ménages déclarent que leur enfant ou un membre du foyer a eu un contact avec les enseignants au cours de la semaine précédant l'interview. Cette proportion chute à 10% pour les ménages du milieu rural, alors qu'elle est presque 4 fois supérieure pour les habitants du milieu urbain. L'interaction avec les enseignants est fortement corrélée avec le niveau de richesse. Plus de 50% des 20% les plus riches déclarent avoir eu un contact avec l'enseignant au cours de la semaine de référence à peine plus de 10% des 20% les plus pauvres.

Figure 17. Contact des enfants ou membres du foyer avec les enseignants au cours de la semaine précédente, par milieu

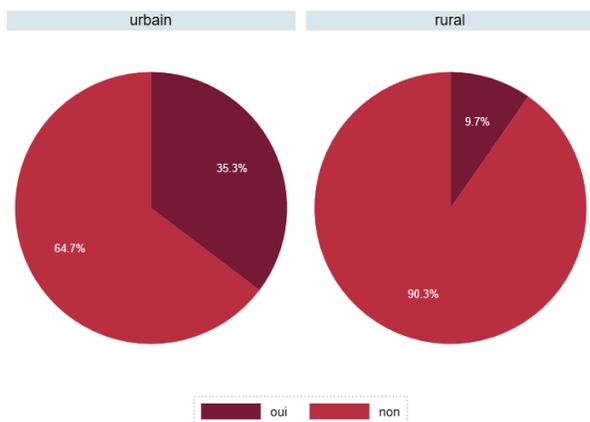
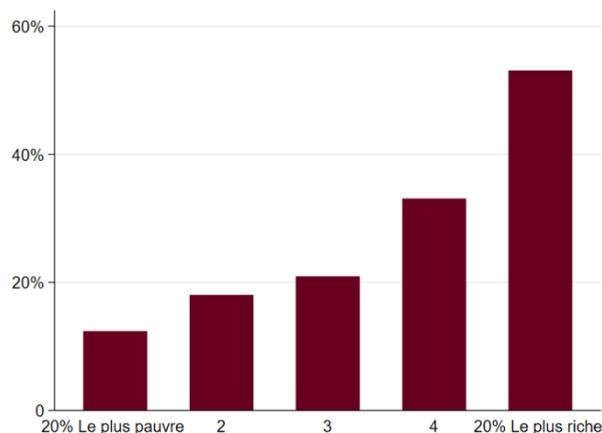


Figure 18. Contact des enfants ou membres du foyer avec les enseignants au cours de la semaine précédente, par quintile



Chez les ménages déclarant que leurs enfants n'avaient eu aucune activité d'apprentissage au cours de la semaine de référence, les raisons avancées sont, principalement : l'absence d'enseignement à distance proposé (33%), suivie du manque d'intérêt (22,5%), ensuite l'absence de communication avec les enseignants (18%), et puis le manque d'équipements et de matériel éducatif à la maison (11% des ménages).

Figure 19. Moyens de contact avec les enseignants

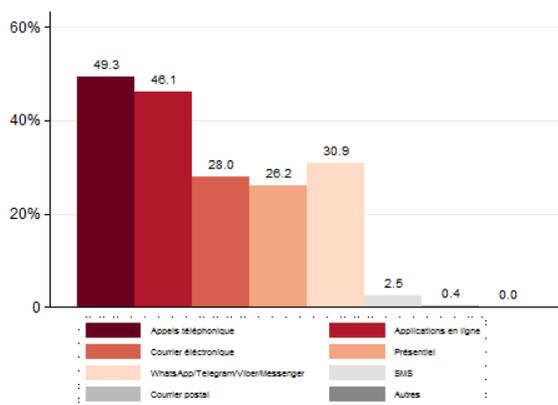
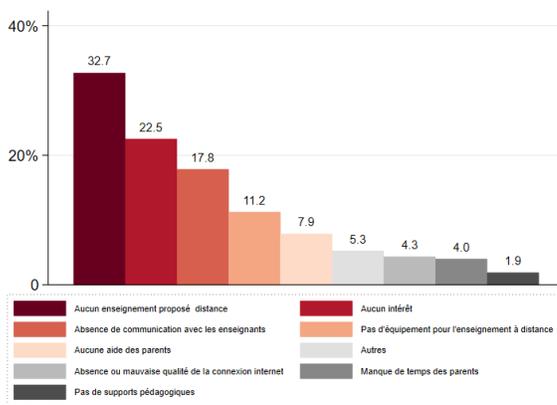


Figure 20. Raisons pour lesquelles les enfants n'ont pas participé à des activités d'apprentissages au cours de la semaine précédant l'interview



6. Perception des ménages

38% des ménages interrogés ont déclaré avoir été touchés d'une manière ou d'une autre par le COVID-19, ce qui est beaucoup moins par rapport au précédent passage de l'enquête où 63% se déclaraient impactés. Pratiquement aucun répondant ne s'est déclaré préoccupé par l'augmentation des prix des produits alimentaires. La perte d'emploi reste la plus grande préoccupation des répondants même si le nombre de ménages se déclarant préoccupés par la perte d'emploi a diminué de 6 points de pourcentage pour tous les déciles de consommation. Cette préoccupation continue malgré tout d'affecter plus les pauvres (environ 35%) que les riches (seulement 10%).

Figure 21. Proportion des ménages impactés par les conséquences du COVID-19

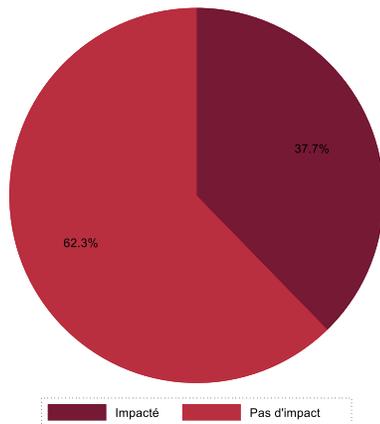
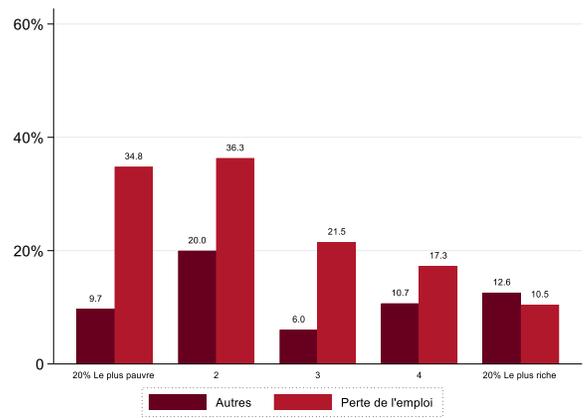
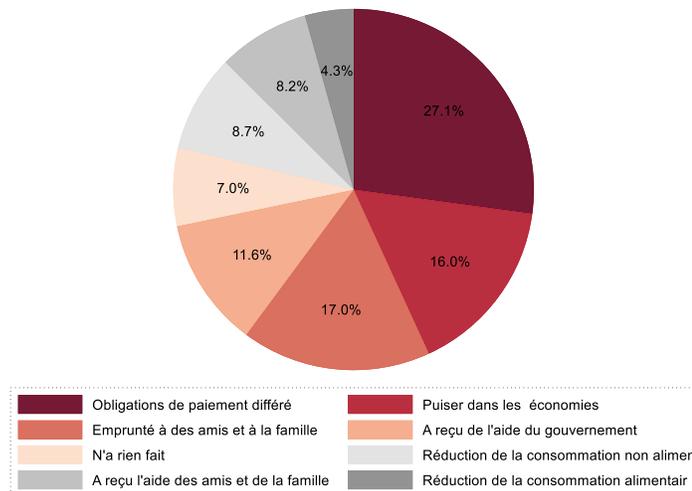


Figure 22. Principales préoccupations des ménages impactés par les conséquences du COVID-19, par quintile



Le choc du confinement total passé, les ménages tunisiens se sont montrés plus nombreux à réagir face à la perte de leur emploi. Ainsi, seulement 7% des répondants ont déclaré ne rien faire pour faire face à la perte d'emploi contre 42% précédemment. En outre, le nombre de répondants ayant différé leurs obligations de paiement est passé à 27% contre 10% lors du premier passage de l'enquête. Enfin, respectivement 16 et 17% des ménages ont puisé dans leurs économies et ont emprunté de l'argent à leur famille et à leurs amis.

Figure 23. Mesures prises par les ménages touchés par la perte d'emploi



7. Activité économique

En sortie du confinement total, le marché du travail continuait à être affecté, bien qu'une partie significative des actifs avaient repris une activité professionnelle. Ainsi, 41% des personnes interrogées lors du deuxième passage de l'enquête et qui étaient occupées avant le confinement ne travaillaient pas encore, soit 26 point de pourcentage en moins par rapport à la période du confinement total. Parmi les 41% se déclarant en arrêt de travail, plus de 80% citent des raisons directement ou indirectement liées au COVID-19.

Figure 24. Situation des travailleurs en début de déconfinement

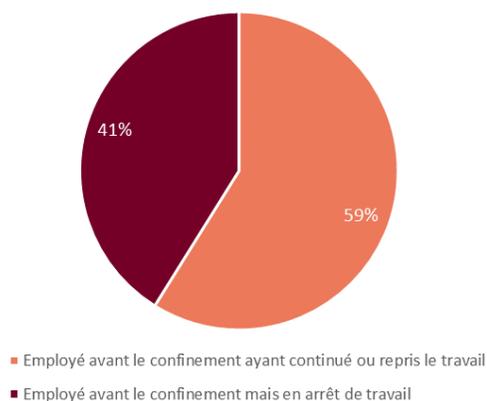


Figure 25. Situation des travailleurs pendant le confinement total

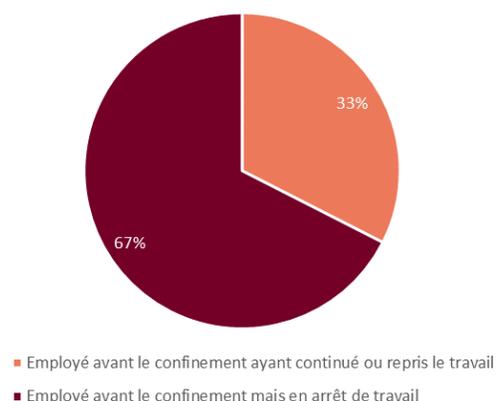


Figure 26. Motifs de l'arrêt de travail en début de déconfinement

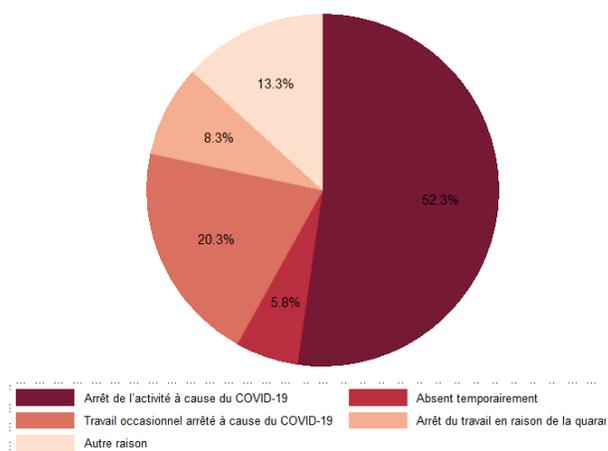
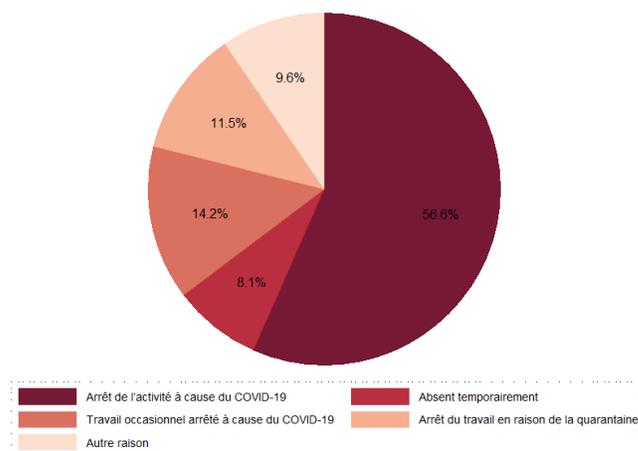


Figure 27. Motifs de l'arrêt de travail pendant le confinement



Travail salarié¹

56% des salariés interrogés se sont rendus au travail au cours des deux semaines précédant l'interview. Cela représente une nette amélioration par rapport aux 31% des salariés qui se rendaient au travail pendant le confinement. Les répondants des quintiles les plus riches qui avaient fait du télétravail lors du confinement

¹ Cette section se rapporte uniquement aux salariés

(environ 11% lors de la première vague de l'enquête) se rendent désormais physiquement sur leur lieu de travail. Seule une infime minorité continuait à télétravailler.

Figure 28. Pourcentage de salariés ayant pu travailler au cours de la semaine précédant l'interview

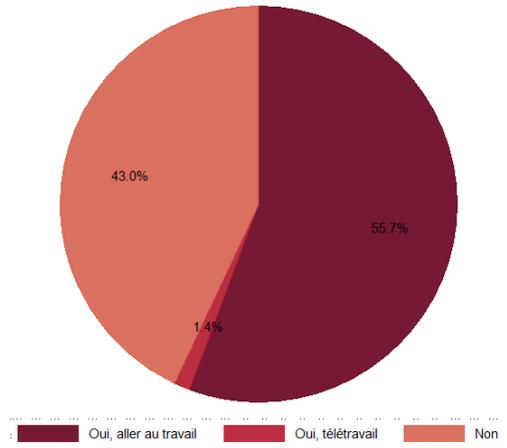
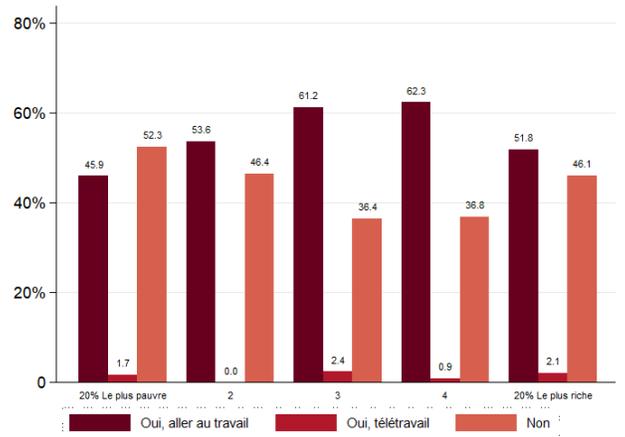


Figure 29. Pourcentage de salariés ayant pu travailler, par quintile de consommation



Plus de 50% de ceux qui se déclaraient en arrêt de travail ont reçu l'intégralité de leur salaire, soit 20 points de pourcentage de plus par rapport au confinement total. Tout comme pour le premier passage, et même si la situation s'est améliorée pour tous les salariés, la perception (ou l'absence) de rémunération reste très inégale selon les quintiles de consommation : plus de la moitié des répondants du quintile le plus pauvre ne perçoivent aucun salaire, contre 16% des répondants du quintile le plus riche. Il convient de noter que ceux qui travaillent dans les services ont les plus grandes chances de ne pas percevoir leur salaire (73%), par rapport à ceux qui travaillent dans le secteur agricole (28%) ou dans l'industrie (39%).

Figure 30. Pourcentage des salariés rémunérés en cas d'arrêt de travail, par quintile

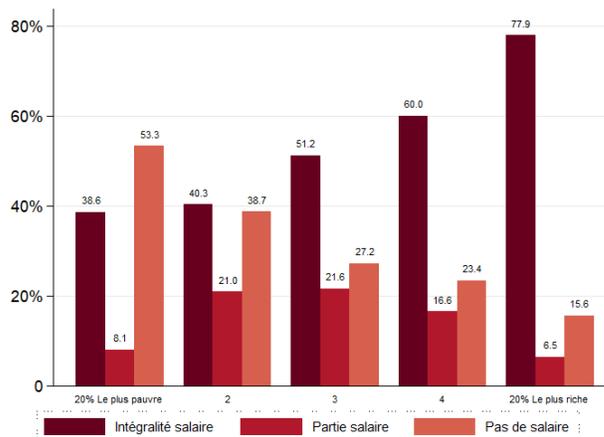
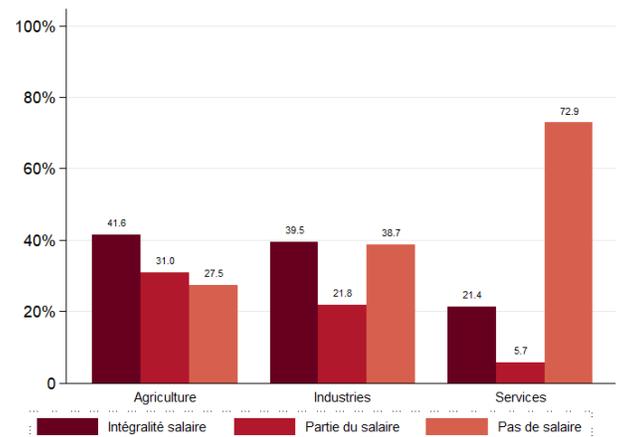


Figure 31. Rémunération en cas d'arrêt de travail, par secteurs d'activité



Unités de production familiales²

Plus de la moitié des entreprises de production familiale ont continué à être touchées par la crise sanitaire soit par une baisse soit par un arrêt de leur revenu au cours des deux semaines précédant l'interview. La plupart d'entre elles, environ 90 %, ont été affectées par la crise du COVID-19 soit directement (fermeture de l'entreprise) soit indirectement (pas de clients, transport de marchandises, matières premières).

Figure 32. Impact sur le revenu des unités de production familiales

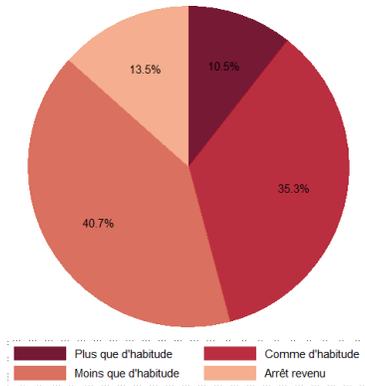
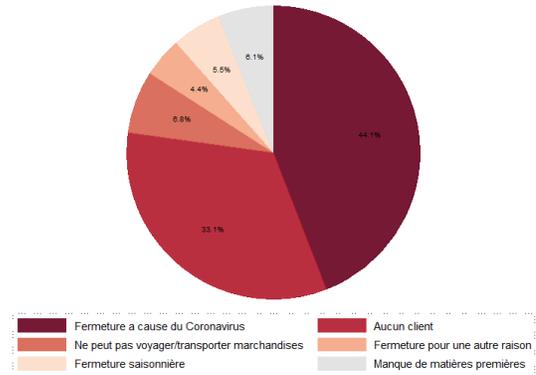


Figure 33. Raisons de la baisse des revenus familiales



8. Situation financière des ménages

S'agissant de la situation financière des ménages, celle-ci ne s'est pas améliorée ou s'est détériorée pour la quasi-totalité d'entre eux. Avant la crise sanitaire, environ un quart des 40% les plus pauvres déclaraient recourir à l'endettement pour boucler les fins de mois. Pour environ un tiers d'entre eux, leur situation financière est restée inchangée, pour un autre tiers, elle s'est détériorée et pour la troisième partie, elle s'est beaucoup détériorée pendant le confinement.

Figure 34. Situation financière avant le confinement par quintile

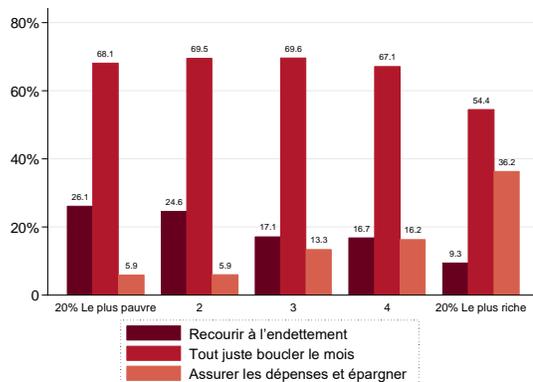
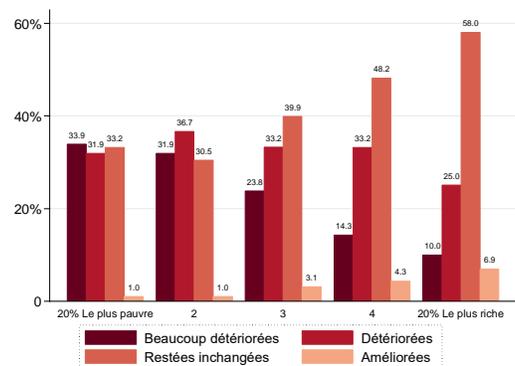


Figure 35. Evolution de la situation financière après le confinement total par quintile



² Cette section se rapporte uniquement aux personnes exerçant leur activité dans une unité de production familiale

En sortie du confinement total, plus de la moitié des 40% les plus pauvres déclaraient ne plus être en mesure de couvrir leurs charges fixes. Parmi ceux qui n'arrivaient plus à assurer ces dépenses essentielles, 95% déclaraient ne pas pouvoir payer leurs factures, 37% déclaraient ne pas être capable de rembourser leurs dettes ou crédits alors que seuls 10% n'auraient pas été en mesure de payer leur loyer.

Les indicateurs de solvabilité se sont dégradés pour l'ensemble des ménages. Ainsi, seuls 44% d'entre eux se déclaraient capables de mobiliser en urgence une somme de 200 dinars pour couvrir une dépense nécessaire et imprévue. Ce taux baisse à 27% si la somme requise est de 500 dinars et à seulement 15% si le montant atteint les 1000 dinars.

Figure 36. Capacité à honorer les dépenses de charges fixes

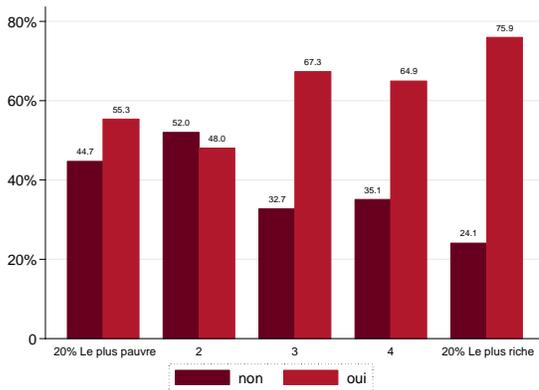


Figure 37. Ménages capables de mobiliser en urgence une somme d'argent pour une dépense imprévue, par quintile

